Document généré le 28 avr. 2025 20:52

Bulletin d'histoire politique

« Le bilinguisme qui nous tue » : André d'Allemagne et la condamnation du bilinguisme institutionnel au Québec (1958-1968)

Jean-Philippe Carlos

Volume 26, numéro 2, hiver 2018

Le projet du bilinguisme canadien : histoire, utopie et réalisation

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1043771ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1043771ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Carlos, J.-P. (2018). « Le bilinguisme qui nous tue » : André d'Allemagne et la condamnation du bilinguisme institutionnel au Québec (1958-1968). *Bulletin d'histoire politique*, *26*(2), 154–170. https://doi.org/10.7202/1043771ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2018

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

« Le bilinguisme qui nous tue » : André d'Allemagne et la condamnation du bilinguisme institutionnel au Québec (1958-1968)*

Jean-Philippe Carlos[1]
Département d'histoire
Université de Sherbrooke

Language is not merely a reproducing instrument for voicing ideas but rather is itself the shaper of ideas
Benjamin Lee Whorf,
Language, Thought, and Reality

La langue est sans doute le principal véhicule et le plus fidèle reflet d'une culture
André d'Allemagne,
Le colonialisme au Québec

Au Québec, c'est au tournant des années 1960 que le mouvement indépendantiste s'ancre de manière tangible dans le paysage politique de la province. Inspirés par le courant néonationaliste québécois ainsi que par les mouvements de décolonisation d'outre-mer, plusieurs réseaux intellectuels s'organisent autour de l'idéal commun de la souveraineté politique de l'État québécois et du rejet de l'ordre constitutionnel canadien[2]. Parmi les différents facteurs qui mènent ces nationalistes à vouloir privilégier la voie de la séparation, on notera entre autres l'importance accordée à la défense de la culture canadienne-française. La primauté accordée à la pérennité de la langue française ainsi que l'accent mis sur la condamnation du bilinguisme institutionnel au Québec constituent alors pour bon nombre d'intellectuels indépendantistes des moyens efficaces dans la lutte contre l'impérialisme linguistique anglo-saxon[3]. Or, l'un des penseurs les plus influents de cette époque, André d'Allemagne, est sans doute l'intellectuel

* Cet article scientifique a été évalué par deux experts anonymes externes, que le Comité de rédaction tient à remercier.

indépendantiste qui a le mieux articulé son discours à l'égard de la question du bilinguisme.

Pionnier de l'anticolonialisme au Québec, d'Allemagne sera au centre des luttes politiques durant les années 1950 et 1960, notamment à titre de membre fondateur du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN). Il signera aussi plusieurs textes qui auront une grande résonance dans les cercles intellectuels durant la Révolution tranquille[4]. L'intérêt de la figure d'André d'Allemagne provient notamment de sa formation universitaire en linguistique et en traduction, un élément qui en fera l'un des acteurs les plus actifs et les plus articulés dans le débat linguistique lors de la décennie 1960. Privilégiant des thèmes associés à la question du bilinguisme, les textes que signent d'Allemagne à cette époque mettent en lumière les préoccupations et les propositions d'une majorité d'indépendantistes. Pourtant, malgré l'impact considérable qu'a pu avoir d'Allemagne dans les réseaux indépendantistes durant la Révolution tranquille, les spécialistes se sont somme toute assez peu intéressés à sa pensée, à quelques exceptions près[5]. La plupart du temps, les historiens notent l'influence que d'Allemagne a pu avoir dans les rangs du RIN sans toutefois pousser l'analyse plus loin, notamment en lien avec sa pensée anticolonialiste ou encore en lien avec ses réflexions sur la question linguistique.

Dans cet article, nous proposons d'analyser les principes sur lesquels se base André d'Allemagne afin de légitimer sa condamnation du bilinguisme au Québec, les influences qui structurent sa pensée, ainsi que les solutions que celui-ci formule en vue de pallier ce problème structurel. Selon nous, l'argumentaire développé par d'Allemagne sur la question du bilinguisme s'inscrit dans un cadre plus large reposant, dans un premier temps, sur des schèmes anticolonialistes[6] et néonationalistes[7], qui voient dans le bilinguisme institutionnel une forme de dépossession culturelle et d'assimilation politique, puis, dans un deuxième temps, sur des théories liées au déterminisme linguistique, tel que développé par le linguiste américain Benjamin Lee Whorf, qui considère le bilinguisme comme étant un vecteur potentiel de troubles identitaires et psychologiques. Dans cette logique et comme le souligne d'Allemagne lui-même en 1966, les conflits linguistiques constituent une forme de colonialisme psychologique, qui eux-mêmes s'inscrivent dans le contexte global du colonialisme économique et politique[8]. Conséquemment, l'unilinguisme français constitue pour d'Allemagne la clef de voûte pour sortir le Québec de cette impasse linguistique. Cette avenue est toutefois temporaire, car d'Allemagne voit en l'indépendance de l'État québécois la voie de sortie à privilégier afin que le Québec puisse affirmer son identité nationale et maîtriser tous les pouvoirs relevant d'un État indépendant.

Les sources utilisées dans cette étude se composent essentiellement des pamphlets, des ouvrages et des articles signés par d'Allemagne entre 1958, au moment où celui-ci signe son premier texte engagé dans une revue d'idée, et 1968, au moment où se saborde le RIN et où d'Allemagne se retire de la vie intellectuelle active pour se consacrer à l'enseignement en milieu collégial[9]. Notre analyse s'effectue en trois temps. En premier lieu, nous proposons un bref survol biographique de la vie de d'Allemagne, afin de recontextualiser son milieu d'origine ainsi que son parcours intellectuel et politique. En deuxième lieu, nous analysons les principaux arguments développés par d'Allemagne en vertu de son opposition au principe du bilinguisme ainsi que les influences qui ont structuré sa pensée. En dernier lieu, nous revisitons les avenues proposées par d'Allemagne afin de palier à ce qu'il considérait comme les « effets aliénants » du bilinguisme chez les francophones du Québec. En guise de conclusion, nous évaluerons l'influence que la pensée de d'Allemagne a eue au sein de différents mouvements nationalistes au Québec durant les décennies 1960 et 1970, et notamment au sein du Parti québécois (PQ).

André d'Allemagne (1929-2001) : un survol biographique

André d'Allemagne est né à Montréal le 14 octobre 1929 de parents français immigrés au Canada au début du XX^{e} siècle[10]. Il fait ses études classiques au Collège Stanislas de Montréal entre 1941 et 1948 puis effectue des études en linguistique et en traduction à l'Université McGill et à l'Université de Montréal, où il complète notamment une maîtrise en 1952[11]. À la suite de ses études, d'Allemagne travaille comme traducteur au service de la Division des débats du Parlement fédéral à Ottawa et il occupe également le poste de traducteur-rédacteur à l'agence *Canadian Press* jusqu'en 1964[12]. Il travaille également de temps à autre au service de Radio-Canada comme traducteur jusqu'à la fin des années 1950.

C'est à partir de 1958 que d'Allemagne s'engage dans le militantisme pour la cause de l'indépendance du Québec, en joignant les rangs de la nouvelle Alliance laurentienne. Fondée l'année précédente par Raymond Barbeau (1930-1992), l'Alliance est un mouvement de pression très conservateur profondément influencé par les écrits traditionalistes de Lionel Groulx, mais également par les thèses anticolonialistes développées par des intellectuels africains issus des luttes de décolonisation[13]. Durant cette période, André d'Allemagne fréquente également le Centre d'information nationale (CIN), un centre de réflexion de droite dirigé par l'historien Robert Rumilly[14]. Dès lors, il commence à produire des textes d'opinion notamment dans les revues *Laurentie* (l'organe de presse de l'Alliance laurentienne), *Québec Libre* et *Tradition et progrès* ainsi que dans les pages du journal *Le Devoir*. Toutefois, André d'Allemagne va s'éloigner rapidement

des positions traditionalistes défendues par le CIN et surtout par l'Alliance laurentienne. À l'automne 1960, celui-ci quitte officiellement le mouvement de pression, dû notamment à des divergences d'opinions avec son président Raymond Barbeau qu'il juge comme étant beaucoup trop autoritaire et dogmatique[15].

Social-démocrate de nature et se définissant de centre gauche, d'Allemagne va rassembler une vingtaine de personnalités qui fonderont en septembre 1960 un nouveau mouvement de pression : le RIN[16]. D'Allemagne sera le premier président élu du regroupement, un poste qu'il occupera jusqu'à l'automne 1961. Il occupe par la suite diverses hautes fonctions au sein du mouvement devenu parti politique en 1963, notamment à titre de vice-président et de membre du conseil exécutif. Fait intéressant à noter, d'Allemagne se présente comme candidat riniste dans la circonscription d'Outremont aux élections provinciales de 1966. Toutefois, il finira en deuxième place derrière le libéral Jérôme Choquette en ne récoltant qu'environ 12 % des voix. Toujours en 1966, il publie un ouvrage qui aura beaucoup de résonance dans les sphères intellectuelles et politiques de l'époque : *Le colonialisme au Québec*, qui constitue une synthèse marquante du discours tiers-mondiste adopté par plusieurs intellectuels de la décennie 1960. Par la suite, d'Allemagne milite ardemment en faveur de la fusion des forces indépendantiste durant les années 1967 et 1968, en insistant sur la nécessité de saborder le RIN au profit du nouveau Parti québécois, une opération qui se réalisera à l'automne 1968[17]. À la suite de la dissolution du RIN, d'Allemagne devient un membre officiel du PQ, mais n'occupera jamais de fonctions influentes au sein du parti. Il va quitter définitivement le militantisme politique au tournant des années 1970, essentiellement afin de se consacrer à sa carrière d'enseignant au Cégep de Maisonneuve[18].

De manière générale, André d'Allemagne a été décrit par ses contemporains comme l'un des intellectuels les plus influents du mouvement indépendantiste des années 1960[19]. Tête pensante du RIN, il était responsable des orientations idéologiques du parti et de son orientation sociale-démocrate[20]. Son système de pensée complexe, basé en grande partie sur un cadre interprétatif anticolonialiste et néonationaliste, reprenait dans des termes moins radicaux des thèses soutenues notamment par Raoul Roy de *La Revue socialiste* et par Raymond Barbeau de l'Alliance laurentienne[21]. Poussant toutefois la réflexion plus loin que ses contemporains, d'Allemagne a produit des textes qui s'articulaient autour de concepts clés lui permettant de composer un argumentaire inspiré par des thèses scientifiques, notamment en ce qui a trait à la question de la langue. Son parcours académique en linguistique, sa lecture d'œuvres d'historiens québécois tels que Michel Brunet et Maurice Séguin ainsi que son contact à la littérature anticoloniale africaine (Franz Fanon, Albert Memmi et Jacques Berque) lui permettra d'obtenir les outils nécessaires afin de formuler ses

thèses concernant les problèmes relatifs au principe du bilinguisme, un thème central dans ses écrits de la période 1958-1968.

Un opposant farouche au principe du bilinguisme institutionnel au Québec

Durant sa période militante active, André d'Allemagne a produit une vingtaine de textes qui, pour la plupart, analysent les différentes facettes du colonialisme tel qu'il serait observable dans la province de Québec et les avenues possibles visant à extirper les Canadiens français de cette situation défavorable. En somme, le problème de la langue se situe pour d'Allemagne dans une optique de colonialisme culturel et en constitue l'élément central. Le bilinguisme institutionnel, tel qu'il se pratique au Québec au milieu du XX[e] siècle, constituerait alors une « réalité systémique[22] » qui poussera d'Allemagne à prendre farouchement position contre ce principe qu'il juge illégitime. Or, si l'on voulait résumer les griefs présentés par André d'Allemagne concernant cette forme spécifique de bilinguisme, ceux-ci pourraient s'articuler autour de trois points principaux[23].

En premier lieu, celui-ci juge que le bilinguisme institutionnel constitue un facteur important dans le phénomène de détérioration de la langue française parlée au Québec. Dans son ouvrage *Le colonialisme au Québec*, d'Allemagne avance que la langue est « le principal véhicule et le plus fidèle reflet d'une culture » et qu'au Québec, la survivance linguistique constitue « le symbole de toutes les résistances » et un témoin important de la lutte historique qu'ont dû traverser les Canadiens français afin de pouvoir exister en français en Amérique du Nord[24]. C'est cette conviction qui l'amène à s'inquiéter par rapport au principe du bilinguisme institutionnel, qu'il considère comme étant un système « mis en place et supporté par le système fédéral canadien[25] ». Le fait que l'État québécois s'abstient d'intervenir en matière de réglementation linguistique désespère d'Allemagne, qui juge que ce manque de vision du gouvernement contribue à la marginalisation du français dans différents milieux sociaux et professionnels. Dans une optique anticolonialiste, d'Allemagne explique en 1959 que la décadence du français parlé serait causée en grande partie parce que celle-ci a été « reléguée en 2[e] place par la langue du colonisateur qui, pour le locuteur qui maîtrise l'anglais, serait un gage de puissance, de prestige et de succès[26] ». Écrite en 1959, cette citation résume bien la position de d'Allemagne sur le sujet :

> Au Québec, si le français demeure la langue de la grande majorité de la population, l'anglais par contre est la langue de l'industrie, du commerce, de la finance, de la puissance économique […] les Canadiens français qui veulent le moindrement réussir dans

> le domaine des affaires ou dans la vie sociale se voient obligés d'apprendre et de parler l'anglais, au point que la population québécoise est devenue, comme on le répète si souvent, un peuple de traducteurs[27].

N'étant pas non plus nécessaire dans les affaires, le commerce, les métiers techniques ainsi que dans les institutions politiques fédérales, le français deviendrait progressivement une « langue morte » puisqu'elle serait « dissociée des réalités dynamiques et qu'elle serait réservée surtout à la communication populaire[28] ». Dans son ouvrage *Le colonialisme au Québec*, d'Allemagne énumère les formes multiples qui témoignent de la détérioration de la langue nationale au Québec : la pauvreté du vocabulaire, l'usage d'anglicismes, la contamination syntaxique et sémantique, la contamination phonétique et, surtout, la persistance du joual dans les communications quotidiennes[29]. Inspiré par l'écrivain franco-tunisien Albert Memmi, d'Allemagne juge que les Canadiens français tentent ainsi d'adapter leur langue à celle du colonisateur dans une optique de mimétisme, un phénomène caractéristique des dynamiques relationnelles colonisateur-colonisé[30].

Un deuxième argument que d'Allemagne mettra souvent de l'avant afin de critiquer le principe du bilinguisme institutionnel au Québec porte sur les « dangers psychologiques » que représenterait le bilinguisme chez ses locuteurs[31]. Ayant travaillé sur le thème des antagonismes linguistiques chez les locuteurs bilingues durant ses années de maîtrise et ayant même publié un mémoire à cet effet en 1952, d'Allemagne est très au fait des thèses scientifiques qui mettent en relief les prétendus problèmes psychologiques que vivent les individus bilingues[32]. Durant ses années d'étude, il sera d'ailleurs très influencé par les travaux du linguiste et anthropologue américain Benjamin Lee Whorf, notamment en lien avec ses travaux liés à la théorie du déterminisme linguistique. Selon cette théorie, un individu serait conditionné à appréhender le monde selon sa structure de langage maternelle. Pour Whorf, la langue est un vecteur identitaire puissant qui amène un individu à appréhender le monde d'une certaine façon. Whorf croit également que des différences fondamentales existent entre les langues, faisant en sorte qu'il peut devenir difficile pour un locuteur bilingue de bien distinguer les particularités inhérentes à l'une ou l'autre des langues qu'il maîtrise et que, conséquemment, ce phénomène peut concourir à une dépréciation de la langue maternelle du locuteur et à une distanciation par rapport à sa culture première. L'extrait qui suit, daté de 1956, résume bien ce principe :

> We dissect nature along lines laid down by our native language. The categories and types that we isolate from the world of phenomena we do not find there because they stare every observer in the face ; on the contrary, the world is presented in a kaleidoscope flux of impressions which has to be organized by our minds - and this means

> largely by the linguistic systems of our minds. We cut nature up, organize it into concepts, and ascribe significances as we do, largely because we are parties to an agreement to organize it in this way - an agreement that holds throughout our speech community and is codified in the patterns of our language […] all observers are not led by the same physical evidence to the same picture of the universe, unless their linguistic backgrounds are similar, or can in some way be calibrated[33].

Dans cette optique, le bilinguisme apparaît être un non-sens, puisqu'il modifie la structure de pensée de son locuteur ce qui, à terme, pourrait engendrer des troubles de nature psychologiques. Ces troubles se caractériseraient principalement par une remise en question de l'appartenance culturelle d'un individu par rapport à sa culture première[34]. Ces théories à saveur psychologique influenceront durablement la pensée de d'Allemagne. Dans son mémoire de maîtrise publié en 1952, celui-ci écrira notamment que « chaque langue exerce sur l'individu une influence insondable […] qu'elle est comme un maître dont l'homme est esclave comme une véritable philosophie, voire une conception de l'univers[35] ».

Puis, au tournant des années 1960, d'Allemagne entre également en contact avec les théories anticolonialistes des intellectuels de la décolonisation africaine et notamment celles développées par Jacques Berque, Franz Fanon et, surtout, Albert Memmi[36]. Ce dernier développe des réflexions qui interpellent d'Allemagne, notamment en vertu du fait qu'il élargit sa réflexion quant aux problèmes liés au bilinguisme que vivent certaines sociétés en situation minoritaire. Dans *Portrait du colonisé*, il écrit notamment que « la possession de deux langues n'est pas seulement celle de deux outils, c'est la participation à deux royaumes psychiques et culturels[37] ». Dans cette optique, le bilinguisme constituerait ainsi un risque dans la mesure où il provoque le « choc de deux structures de pensées distinctes[38] ». Reprenant en partie ces schèmes analytiques, d'Allemagne avance en 1959 qu'une langue est indissociable de « phénomènes psychiques extrêmement complexes qui lui sont caractéristiques et uniques[39] ». Or, il ne fait pas de doute que ces vues et ces théories à saveur psychologique sur le langage puissent aujourd'hui paraître extravagantes[40]. Toutefois, il n'en demeure pas moins que celles-ci étaient très en vogue dans les années 1950 et 1960[41]. Ces conceptions témoignent notamment de l'idée selon laquelle la langue d'un individu définit en grande partie son identité, culturellement parlant. En appliquant une telle grille d'analyse à la situation québécoise, d'Allemagne en vient donc naturellement à la conclusion qu'un individu ne peut appartenir entièrement à une communauté de langue, voir à une culture, si celui-ci se voit dans l'obligation d'établir une « hiérarchie des langues suivant des critères culturels » qui l'amènent à devoir délaisser sa langue maternelle[42]. En ce sens, il est donc indéniable que la langue est liée de manière intrinsèque à la culture et que la culture canadienne-française,

pour pouvoir s'épanouir, doit pouvoir s'exprimer dans une seule et même langue[43].

Enfin, un troisième argument majeur développé par d'Allemagne contre le principe du bilinguisme institutionnel est que ce phénomène posséderait une « emprise trop forte au Québec, tandis qu'à l'inverse, il ne serait reconnu nulle part ailleurs au Canada[44] ». À la manière des penseurs néonationalistes, d'Allemagne affirme en 1959 dans la revue *Québec Libre* que « le Canadien français, dès qu'il sort de son foyer, est plongé dans un contexte qui devient de moins en moins français[45] ». Dans ce même article, l'auteur ne se gêne pas pour dresser un constat implacable :

> Or, c'est précisément là qu'est le cœur du problème : la source de tous les maux dont souffre le français au Québec, c'est le bilinguisme et tout ce qu'il représente de luttes et de conflits. Un État, au sens purement politique, peut être bilingue sans que les différents groupes linguistiques qui le composent en souffrent nécessairement (et encore il y aurait là sujet à discussion), mais deux langues, donc deux cultures, ne peuvent pas coexister *dans un même territoire* sans qu'une des deux s'en trouve minée. Les valences n'étant pas égales, c'est à la longue l'idiome le plus fort qui l'emporte[46].

Dans cette optique, il devient évident pour d'Allemagne « qu'aucune paix linguistique n'est possible au Québec tant qu'on reconduira et qu'on renforcera le type de plurilinguisme inégalitaire qui y existe[47] ». Ancré dans une logique anticolonialiste et néonationaliste, il avancera à plusieurs reprises que la constitution canadienne confère des privilèges à la langue anglaise de par la supériorité en nombre de ses locuteurs et que celle-ci aurait justement des visées assimilatrices à long terme. Par exemple, dans le pamphlet *Le bilinguisme qui nous tue* publié en 1962, d'Allemagne attaque le gouvernement fédéral en s'en prenant à sa politique sur le bilinguisme qu'il juge sévèrement comme étant « dangereuse » et ayant comme finalité la « dépossession linguistique » de la nation canadienne-française[48]. S'inspirant des thèses développées par l'historien Michel Brunet, d'Allemagne jugera que les politiques linguistiques du gouvernement fédéral présentent des signes évidents d'une volonté assimilatrice qui, à long terme, mènera la langue française à être abandonnée par un nombre de plus en plus grand de locuteurs[49]. Constatant le non-respect des principes de bilinguisme dans les autres provinces canadiennes, d'Allemagne affirme en 1959 que le Québec s'est montré trop généreux par rapport à ses homologues provinciaux et il souligne avec insistance le fait que les minorités francophones hors Québec sont loin de bénéficier des mêmes privilèges que ceux que possèdent les anglophones du Québec[50]. Deux poids, deux mesures qui poussent donc d'Allemagne à chercher des pistes de solutions qui permettraient aux Canadiens français du Québec de s'extirper de ce système.

Légiférer ou se séparer ? Les voies de sorties face à la « crise » du bilinguisme au Québec

D'emblée, André d'Allemagne juge que les solutions relatives au problème du bilinguisme institutionnel au Québec sont très limitées et l'analyse de ses textes publiés durant les années 1950 et 1960 démontre qu'il ne voit que deux voies de sorties possibles pour les Canadiens français du Québec, soit la réglementation linguistique ou l'indépendance nationale de l'État québécois.

Même s'il se déclare ouvertement indépendantiste dès la fin des années 1950, André d'Allemagne croit au bien-fondé d'une certaine forme de réglementation en matière de politique linguistique. En fait, dès la parution de ses premiers textes dans la revue *Laurentie* en 1959, d'Allemagne défend l'idée selon laquelle « le français doit être la seule langue officielle, la seule de la nation québécoise, tout comme l'anglais est la langue officielle dans les autres provinces canadiennes[51] ». Cette position tranchée inspirera notamment le président de l'Alliance laurentienne, Raymond Barbeau, qui publiera lui aussi des textes portant sur les vertus de l'unilinguisme à partir de 1960. Plus tard, dans le pamphlet *Le bilinguisme qui nous tue* publié en 1962, d'Allemagne soutient que l'État québécois pourrait s'employer à contraindre juridiquement l'emploi exclusif du français par les ministères et les services de l'État, notamment au niveau des rapports avec les particuliers et les entreprises en territoire québécois[52]. Il soutient du même souffle que l'État aurait intérêt à reconnaître le français comme seule langue d'enseignement dans les institutions financées par l'État[53]. Enfin, il croit qu'il serait avantageux que le gouvernement du Québec oblige légalement toutes les entreprises du Québec d'employer le français dans leurs relations avec leurs employés et avec l'État[54].

Les positions de d'Allemagne en matière d'unilinguisme auront un grand impact dans les rangs indépendantistes, et notamment au sein même du RIN. Notamment, certaines résolutions adoptées lors des premiers congrès nationaux du RIN, qui portent l'empreinte de d'Allemagne[55], font état de la volonté du regroupement à préconiser l'action gouvernementale provinciale afin de réglementer les usages de la langue française et d'instaurer un unilinguisme intégral. La résolution 19 adoptée lors du congrès d'octobre 1961 est d'ailleurs assez claire sur le sujet : « Une fois l'indépendance instaurée, seule la langue française sera officielle au Québec. En attendant, le gouvernement du Québec devrait dès maintenant se proclamer unilingue français, tout comme les gouvernements des autres provinces sont unilingues anglais[56]. »

De même, le programme adopté à l'automne 1962 par les membres du RIN lors du congrès national affirme que le français doit être la « seule langue officielle de l'État du Québec[57] », signe de l'influence manifeste de

d'Allemagne dans l'orientation politique du regroupement indépendantiste. Dans les années suivantes, l'idéal unilinguiste demeurera au cœur des luttes politiques menées par les rinistes. De même, l'analyse des textes publiés dans le journal *L'Indépendance* démontre clairement que la pensée de d'Allemagne en matière de réglementation linguistique et d'unilinguisme a influencé un grand nombre de jeunes militants qui rédigeront plusieurs textes portant sur ces thématiques[58]. À la manière de leur maître à penser, ceux-ci en viendront à la conclusion logique que le bilinguisme institutionnel constitue, pour la nation québécoise, un problème structurel qui, à moins d'efforts considérables de la part des acteurs gouvernementaux provinciaux, ne peut que conduire à la déchéance tous azimuts de la langue française au Québec.

Ainsi, l'idée d'unilinguisme chez d'Allemagne ne correspond pas à une solution temporaire face à un problème circonstanciel, mais découle plutôt d'une réflexion de longue haleine sur l'impossibilité de mettre en place une politique du bilinguisme viable dans le cadre fédéral canadien. À cet effet, d'Allemagne est conscient qu'il est peu probable que le gouvernement canadien laisse l'État québécois agir à sa guise en matière de réglementation linguistique[59] ou « qu'un gouvernement colonisé ose jamais prendre une telle mesure de sa propre initiative[60] ». Il est d'autant plus conscient de cette réalité de par sa lecture des œuvres des historiens de l'École de Montréal, ceux-là mêmes qui insistaient sur l'infériorité politique, économique et culturelle des Canadiens français et sur leur incapacité à se prendre en main collectivement[61]. C'est au contact de ces œuvres ainsi qu'à la lecture des ouvrages phares de la littérature anticoloniale que d'Allemagne en vient à penser que toutes les lois du monde ne suffirait pas à ralentir le processus de colonisation linguistique. Tel qu'il le stipule dans son ouvrage *Le colonialisme au Québec*, « les conflits linguistiques ne sont que des reflets des conflits culturels qui eux-mêmes s'inscrivent dans le contexte global du colonialisme[62] ». Il en vient à la conclusion que le Québec doit alors quitter le cadre fédéral canadien, puisque l'unilinguisme ne serait pas réalisable tant que le Québec sera soumis aux règles de la constitution canadienne. L'indépendance devient ainsi la seule voie de sortie réaliste, puisqu'elle permettra à l'État québécois de légiférer librement afin de permettre au français de s'affirmer dans tous les domaines et de régler une fois pour tout le problème systémique que représenterait le bilinguisme institutionnel au Québec. C'est de cette manière que d'Allemagne croit que la culture québécoise pourra s'épanouir de manière optimale :

> Il me semble donc en fin de compte que l'alternative soit la suivante : ou bien, si la situation actuelle se prolonge pendant quelques générations, le Canada français finira par être absorbé et assimilé par les États-Unis ou le Canada Britannique [*sic*], ou bien,

en recouvrant son entière indépendance, tant politique qu'économique, le Québec assurera une fois pour toutes le maintien de ses valeurs culturelles parmi lesquelles la langue vient au premier rang[63].

Conclusion

Comme nous l'avons vu, le discours d'André d'Allemagne sur la langue est caractéristique des années 1960, en vertu du fait qu'il applique un cadre d'analyse anticolonial et néonationaliste de gauche afin d'analyser la situation linguistique qui prévaut au Québec. Malgré ses positions parfois radicales en matière de réglementation linguistique et en matière d'indépendance politique, d'Allemagne aura une influence majeure dans les différents cercles intellectuels, politiques et artistiques dans les années subséquentes. Notamment, le journal *Le Devoir* publiera de nombreux articles fort élogieux à l'endroit des théories anticolonialistes développées par d'Allemagne[64]. L'équipe de la revue *Parti pris* reconnaîtra quant à elle plusieurs familiarités entre son discours et celui tenu par les premiers militants du RIN, dont faisait notamment partie d'Allemagne[65]. Dans le même ordre d'idée, Karim Larose affirmera en 2004 que les écrivains Gaston Miron et Hubert Aquin, des contemporains de d'Allemagne, auraient été inspirés par la lecture de ses articles parus au tout début des années 1960[66]. Dans ses « Chroniques du colonialisme quotidien » publiées dans la revue *Parti pris* le temps de quelques numéros, l'écrivain Gérald Godin dévoilera des textes argumentatifs qui font clairement écho aux théories anticolonialistes et linguistiques du co-fondateur du RIN[67].

Les positions de d'Allemagne sur l'unilinguisme et sur la réglementation linguistique inspireront également certains regroupements issus du mouvement nationaliste au tournant des années 1970. Le Mouvement Québec français, dirigé par le militant nationaliste et traditionaliste François-Albert Angers, mettra dès 1970 l'idée d'unilinguisme dans ses revendications politiques[68]. De même, Camille Laurin, au travers de la Charte de la langue française de 1977, reconnaîtra l'influence des penseurs souverainistes des années 1960 dans la mise en place de cette politique péquiste d'encadrement linguistique[69]. Toutefois, l'épisode de la loi 101 est également emblématique en vertu des réticences auxquelles s'est heurtée Laurin lors de la création de son projet de loi. En cela, il est important de noter que René Lévesque, chef du PQ jusqu'en 1985, sera un éternel opposant au principe de l'unilinguisme français. L'opposition qu'il offrira aux défenseurs de l'unilinguisme issus de son propre parti (et du défunt RIN) à la fin des années 1960 et durant toute la décennie 1970 ne permettra pas au PQ de mettre en application ce principe durant ses années au pouvoir. Qui plus est, Lévesque a eu beaucoup de difficulté à accepter la mise en appli-

cation de loi 101, telle que formulée par Camille Laurin. Dans la biographie qu'il consacre à Lévesque, Pierre Godin notera avec justesse que c'est sans enthousiasme que ce dernier en viendra à accepter le projet de Laurin, au terme d'intenses négociations[70]. En cela, cet épisode est également révélateur des limites de l'influence de penseurs indépendantistes tels que d'Allemagne, qui n'avaient pas réfléchi outre mesure à des alternatives législatives liées à la question linguistique advenant le maintien du *statu quo* fédéral.

Malgré tout, on peut raisonnablement avancer qu'André d'Allemagne fut l'un des maîtres à penser de la question linguistique au Québec durant le siècle dernier. S'étant retiré de la scène publique et intellectuelle à la fin des années 1960 au moment de la mort du RIN, d'Allemagne n'a malheureusement pas produit de texte quant à sa position relativement à la Loi sur les langues officielles de 1969. On peut cependant parier que malgré des dispositions plus favorables à l'endroit des francophones, la loi aurait sans doute été vertement critiquée par d'Allemagne tout comme la politique trudeauiste en matière de bilinguisme et de multiculturaliste.

Notes et références

1. L'auteur tient à remercier le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada pour son appui financier.
2. Pensons entre autres à la revue *Laurentie* (1957-1962), l'organe de presse de l'Alliance laurentienne, à *La Revue socialiste* (1959-1965), l'organe de presse de l'Alliance socialiste pour l'indépendance du Québec, au journal *L'Indépendance* (1962-1968), l'organe de liaison du Rassemblement pour l'indépendance nationale, à la revue *Parti pris* (1963-1968), à la revue *Socialiste* (1964-1974), à la revue *Révolution québécoise* (1964-1965) et au journal *La Nation* (1964-1968), l'organe du Regroupement puis du Ralliement national. Les revues nationalistes telles que *L'Action nationale* (1933-), *Les Cahiers de Nouvelle-France* (1957-1964), *Tradition et progrès* (1957-1963) et *Maintenant* (1962-1974) comptent également dans leurs comités éditoriaux des collaborateurs sensibles, voire favorables à la question de l'indépendance de l'État québécois.
3. Parmi les plus influents, on notera les figures d'Hubert Aquin, de Gaston Miron, de Gérald Godin et de François-Albert Angers. Ceux-ci se révéleront très actifs durant la décennie 1960, notamment via la publication d'articles et d'essais provocateurs dans des revues d'idées, mais aussi en vertu de leur engagement militant au sein de groupes de pression indépendantistes. Bien connus grâce à une historiographie florissante, les penseurs de l'indépendantisme québécois des années 1960 ont joué un rôle majeur dans la démocratisation de cette option politique et dans sa médiatisation au sein de différents canaux de diffusion. Et pourtant, malgré le nombre d'études existantes portant sur l'une ou l'autre de ces figures marquantes de la Révolution tranquille, force est d'admettre que certaines personnalités, dont celle d'André d'Allemagne, ont passé sous le radar des spécialistes de l'histoire intellectuelle.

4. D'Allemagne sera d'ailleurs l'un des premiers historiens du RIN et, plus largement, du mouvement indépendantiste québécois. En 1974, il publiera notamment son mémoire de maîtrise en science politique consacré aux premières années du mouvement indépendantiste. André d'Allemagne, *Le R.I.N. de 1960 à 1963. Étude d'un groupe de pression au Québec,* Montréal, Éditions l'Étincelle, 1974, 160 p.
5. On notera avec intérêt l'ouvrage de Karim Larose, *La langue de papier : spéculations linguistiques au Québec, 1957-1977*, paru en 2004 aux Presses de l'Université de Montréal, qui aborde de front la question de la langue chez d'Allemagne. On notera également le chapitre signé par Ivan Carel, « André d'Allemagne », dans le collectif de Robert Comeau, Charles-Philippe Courtois et Denis Monière (dir.), *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois. Tome I : 1834-1968*, Montréal, VLB éditeur, 2010, p. 220-231, qui analyse les thématiques principales retrouvées dans *Le colonialisme au Québec*. Enfin, le lecteur averti pourra également consulter l'article d'André Primeau, « André d'Allemagne et le projet indépendantiste québécois », paru dans le vol. 12, nº 1 du *Bulletin d'histoire politique* en 2003.
6. L'anticolonialisme est un courant intellectuel et politique qui voit le jour à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, essentiellement dans les pays africains et asiatiques. En termes d'idéologie, l'anticolonialisme se définit comme l'opposition à toute forme de domination d'une société sur une autre et sur l'exploitation des richesses et des ressources qui découle de cette situation. Les intellectuels phares de la décolonisation (Aimé Césaire, Franz Fanon, Jacques Berque et Albert Memmi) condamnent également le conditionnement psychologique néfaste qu'entraîne chez les populations dominées (les colonisés) la présence de puissances étrangères sur son territoire (colonisateur). Ce courant d'idée aura un impact considérable dans les rangs intellectuels de la gauche québécoise entre la fin des années 1950 et le début des années 1970. À ce sujet, voir notamment Sean Mills, *Contester l'empire : pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*, Montréal, Hurtubise, 2011, 349 p. Pour des sources québécoises d'époque, on consultera évidemment l'ouvrage *Nègres blancs d'Amérique* de Pierre Vallières, qui constitue un document essentiel afin de bien comprendre la réinterprétation des thèses anticolonialistes au Québec. Dans cette optique, les numéros de la revue *Parti pris*, publiée de 1963 à 1968, se révèlent également des sources précieuses.
7. Le politologue Louis Balthazar décrit les néo-nationalistes québécois comme étant des individus qui vont « s'opposer au conservatisme, à l'idéalisme, à l'apolitisme, au cléricalisme et au provincialisme de l'idéologie traditionnelle avec la même vigueur que les rédacteurs de *Cité libre* et les autres antinationalistes de leur génération. Ils feront également une lutte sans merci au régime Duplessis. Mais ils ne renonceront pas au nationalisme. Ils défendront les droits linguistiques et culturels des Canadiens français, l'autonomie provinciale en même temps que la cause des travailleurs, le pluralisme et l'ouverture au monde ». Il souligne du même souffle que « vers la fin des années quarante, des institutions privilégiées du nationalisme traditionnel sont pour ainsi dire investies par de nouvelles écoles de pensée, en parti-

culier *Le Devoir*, *L'Action nationale* et l'Institut d'histoire de l'Université de Montréal ». Louis Balthazar, *Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1986, p. 86. En premier lieu, il est intéressant de noter qu'André d'Allemagne a suivi des cours d'histoire offerts par Maurice Séguin, célèbre historien affilié à l'École historique de Montréal, à l'Université de Montréal à la fin des années 1950. D'ailleurs, plusieurs futurs membres du RIN furent des élèves du professeur Séguin et ont ainsi pu être influencés par sa vision de l'histoire. À voir dans : Josiane Lavallée, *L'influence de l'historien Maurice Séguin sur l'historiographie québécoise de 1950 à 1980*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2006, p. 128. En deuxième lieu, en lien avec la question de l'influence du néo-nationalisme dans la pensée de d'Allemagne, il importe de noter que ce dernier reprenait en partie des cadres interprétatifs mis en place par les historiens de l'École historique de Montréal, dont Maurice Séguin et Michel Brunet. D'Allemagne procédait à des mises en contexte historique afin de justifier ses théories linguistiques centrées sur le modèle québécois et, de la sorte, il est possible de mettre en relief certains des fondements historiographiques qui renvoient directement aux théories de l'École de Montréal. En somme, d'Allemagne conçoit que l'état de servitude dans laquelle seraient plongés les Canadiens français tirerait ses origines de la Conquête britannique de 1760 et aurait été maintenue en place grâce à la mainmise de l'élite anglophone canadienne sur les hautes sphères du pouvoir politique et économique, mais aussi en vertu de l'influence du discours traditionnel – ou traditionaliste – émanant des élites religieuses et de la petite bourgeoisie canadienne-française. Qui plus est, d'Allemagne juge que l'épanouissement individuel des Québécois ne pourra se réaliser que dans la mesure où la nation québécoise, en tant qu'entité organique fondée sur des structures politiques et sociales caractéristiques, sera elle-même affranchie du rapport de domination entretenue par la structure politique particulière de la fédération canadienne. Sur les fondements théoriques et historiographiques de l'École historique de Montréal, on consultera avec intérêt l'étude suivante : Jean Lamarre, *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet, 1944-1969*, Québec, Septentrion, 1993, 561 p.

8. André d'Allemagne, *Le colonialisme au Québec*, Montréal, Éditions R-B, 1966, p. 85.
9. Nous avons mis à profit une dizaine de textes rédigés par d'Allemagne entre 1958 et 1968 dans les revues *Laurentie*, *Québec libre* et *L'Indépendance*. Nous avons également eu recours à l'ouvrage *Le colonialisme au Québec*, paru en 1966, et qui constitue en quelque sorte la synthèse réflexive de d'Allemagne, en lien avec la question du colonialisme. Soulignons également l'apport du pamphlet *Le bilinguisme qui nous tue*, paru en 1962 et dans lequel d'Allemagne résume en grande partie ses thèses liées à la question linguistique. Enfin, nous avons également parcouru le mémoire de maîtrise en linguistique rédigé par d'Allemagne en 1952 à l'Université de Montréal intitulé *Antagonismes linguistiques chez le bilingue* qui, dans une large part, constitue un témoignage précoce relatif à l'orientation que prendra l'auteur dans sa démarche militante. Enfin, mentionnons que nous mettons également à profit les plateformes et les programmes officiels publiés par le RIN entre 1960 et 1968

10. Jean-Claude Labrecque, *Le RIN*, Montréal, Productions Virage, 2002, 78 min. André d'Allemagne a néanmoins passé une partie de son enfance en France, avant de s'établir définitivement au Québec avec ses parents.
11. Réginald Hamel, John Hare et Paul Wyczynski, « d'Allemagne, André », dans *Dictionnaire des auteurs de langue française en Amérique du Nord*, Montréal, Fides, 1989.
12. *Ibid*.
13. Au sujet de l'Alliance laurentienne, on notera surtout l'étude suivante : Éric Bouchard, *Raymond Barbeau et l'Alliance laurentienne : les ultras de l'indépendantisme québécois*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1997, 218 p.
14. Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, p. 88. Sur le Centre d'information nationale, les lecteurs peuvent consulter l'étude suivante : Pierre Trépanier, « Robert Rumilly et la fondation du Centre d'information nationale (1956) », *Les Cahiers des Dix*, nº 44, 1989, p. 231-254.
15. Xavier Gélinas, *op. cit*., p. 116.
16. Pour un récit complet de l'histoire du RIN, consulter l'ouvrage suivant : Claude Cardinal, *Une histoire du RIN*, Montréal, VLB Éditeur, 2015, 504 p.
17. *Ibid*., p. 425-449.
18. Réginald Hamel, John Hare et Paul Wyczynski, *loc. cit*. D'Allemagne entreprend également une maîtrise en science politique au tournant des années 1970, ce qui constitue un autre facteur expliquant sa relative disparition du champ intellectuel à la suite du sabordement du RIN.
19. Andrée Ferretti, « Le pouvoir détonant de la pensée et de l'action d'André d'Allemagne », *L'Action nationale*, vol. 91, nº 3, mars 2001, p. 46-52.
20. Jean-François Nadeau, *Bourgault*, Montréal, LUX Éditeur, 2007, p. 87-92.
21. Ivan Carel, *loc. cit*.
22. André d'Allemagne, « Le mythe du bilinguisme », *Laurentie*, nº 106, septembre 1959, p. 349-350.
23. Afin de rendre compte efficacement de la pensée de d'Allemagne relativement à la question du bilinguisme, nous avons organisé son argumentaire selon trois catégories principales. Il est évident qu'un autre chercheur aurait pu classer ces informations de manière différente, mais nous avons jugé que les réflexions de l'auteur comportaient des lignes directrices assez claires nous permettant de généraliser de manière constructive l'argumentaire développé en lien avec la condamnation du bilinguisme au Québec.
24. André d'Allemagne, *Le colonialisme au Québec*, *op. cit*., p. 79.
25. André d'Allemagne, « Le mythe du bilinguisme », *loc. cit*., p. 351.
26. André d'Allemagne, *Le colonialisme au Québec*, *op. cit*., p. 80.
27. André d'Allemagne, « Notre langue : où en est-elle ? Où va-t-elle ? », *Québec Libre*, vol. 1, nº 1, 1959, p. 35-36.
28. André d'Allemagne, *Le colonialisme au Québec*, *op. cit*., p. 81.
29. *Ibid*., p. 81-84. D'Allemagne ne sera cependant pas le seul à mettre en lumière ce phénomène de détérioration de la langue française au Québec au début des années 1960. Pensons notamment au Frère Untel (Jean-Paul Desbiens) qui fera paraître l'essai *Les insolences du Frère Untel* en 1960. Dans le sillage de

Desbiens, de nombreuses revues intellectuelles dresseront un portrait plutôt sombre de la situation linguistique du Québec, telles que *Parti pris*, *L'Action nationale* et *Liberté*.

30. André d'Allemagne, « Le complexe de la défaite », *Nation nouvelle*, vol. 1, nº 4, août 1959, p. 277-284.
31. Karim Larose, *op. cit.*, p. 101.
32. André d'Allemagne, *Antagonismes linguistiques chez le bilingue*, Mémoire de maîtrise (linguistique), Université de Montréal, 1952, 95 p.
33. Benjamin Lee Whorf et John B Carroll, *Language, Thought, and Reality. Selected writings,* New York, Technology Press of Massachusetts Institute of Technology, 1956, p. 212-214.
34. *Ibid*.
35. André d'Allemagne, *Antagonismes linguistiques chez le bilingue*, *op. cit.*, p. 77.
36. Memmi est l'auteur de l'essai *Portrait du colonisé*, publié en 1957 et qui aura beaucoup d'influence dans les cercles intellectuels québécois lors de la Révolution tranquille.
37. Albert Memmi, *Portrait du colonisé; précédé du Portrait du colonisateur et d'une préface de Jean-Paul Sartre; suivis de Les Canadiens français sont-ils des colonisés?* (Éd. revue et corrigée), Montréal, L'Étincelle, 1972, p. 102-103.
38. *Ibid*.
39. D'Allemagne développera avec finesse cette idée dans « Le mythe du bilinguisme », *loc. cit.*, p. 349-356.
40. Il est intéressant de noter que les théories liées au déterminisme linguistique de Whorf seront critiquées par plusieurs universitaires américains. Noam Chomsky, célèbre linguiste et intellectuel, sera l'un des experts qui s'exprimera en défaveur des théories de Whorf, notamment en vertu du fait que celles-ci seraient relativement infondées dû à un faible nombre d'analyses réalisées afin de vérifier la véracité de celles-ci. Chomsky en viendra d'ailleurs à avancer que les théories de Whorf sont surtout le fruit de spéculations. Kenji Hakuta, *Mirror of Language: The Debate on Bilinguism*, New York, Basic Books, 1986, p. 74.
41. Karim Larose, *op. cit.*, p. 98.
42. André d'Allemagne, *Antagonismes linguistiques chez le bilingue*, *op. cit.*, p. 84.
43. André d'Allemagne, *Le bilinguisme qui nous tue*, Saint-Laurent, Éditions de l'Horizon, p. 11-12.
44. Karim Larose, *op. cit.*, p. 101.
45. André d'Allemagne, « Notre langue : où en est-elle ? Où va-t-elle ? », *loc. cit.*, p. 35.
46. *Ibid*.
47. Karim Larose, *op. cit.*, p. 91.
48. André d'Allemagne, *Le bilinguisme qui nous tue*, *op. cit.*, p. 5-7.
49. André d'Allemagne, « Notre langue : où en est-elle ? Où va-t-elle ? », *loc. cit.*, p. 27.
50. *Ibid.*, p. 26-27.
51. André d'Allemagne, « Le mythe du bilinguisme », *loc. cit.*, p. 355.
52. André d'Allemagne, *Le bilinguisme qui nous tue*, *op. cit.*, p. 8-11.
53. *Ibid.*
54. *Ibid*.

55. Réjean Pelletier, « Le RIN et son programme d'action en 1966 : indépendance et révolution nationale », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 22, nº 3, printemps 2014, p. 60-71. Dans cet article, Pelletier témoigne de l'influence profonde qu'a eue d'Allemagne dans l'élaboration des résolutions du RIN en matière linguistique et culturelle lors des premiers congrès nationaux du regroupement, entre 1960 et 1965.
56. La résolution est reproduite dans l'article de Réjean Pelletier. Voir *Ibid*., p. 67.
57. André d'Allemagne, *Le RIN et les débuts du mouvement indépendantiste québécois*, Montréal, Éditions l'Étincelle, 1974, p. 81.
58. Parmi eux, notons surtout le cas de Pierre Bourgault, qui écrira un grand nombre d'éditoriaux sur la question linguistique dans les pages du journal *L'Indépendance* entre 1964 et 1968.
59. André d'Allemagne, « La constitution canadienne… ou les droits que nous n'avons pas », *L'Indépendance*, mars 1964, p. 6.
60. André d'Allemagne, *Le colonialisme au Québec*, *op. cit*., p. 84.
61. Karim Larose, *op. cit*., p. 83.
62. André d'Allemagne, *Le colonialisme au Québec*, *op. cit*., p. 85.
63. André d'Allemagne, « Notre langue : où en est-elle ? Où va-t-elle ? », *loc. cit*., p. 37-38.
64. Réal Pelletier, « Le Québec colonisé, vu par d'Allemagne », *Le Devoir*, 12 mai 1966, p. 3 ; André Tremblay et Marcel Gilbert, « L'indépendance nationale ou l'optimisme authentique », *Le Devoir*, 26 septembre 1967, p. 5 ; Gilles Proulx, « Les postes anglais et français à Montréal », *Le Devoir*, 18 août 1973, p. 4.
65. Gilles Dostaler, « Le RIN : un parti de gauche ? », *Parti pris*, vol. 4, nos 5-6, janvier-février 1967, p. 17-32.
66. Karim Larose, *op. cit*., p. 92 et 104. Cette affirmation est néanmoins difficile à confirmer via des sources qui témoignent concrètement de cette influence, puisque nous ne sommes pas parvenus à retrouver des textes ou des manuscrits qui mentionnent clairement l'apport des écrits de d'Allemagne chez Miron ou chez Aquin. Néanmoins, mentionnons qu'Aquin a reçu d'Allemagne à titre d'invité dans son émission « Carrefour » au début des années 1960 et qu'il a d'ailleurs fait partie des hautes instances administratives du RIN durant un certain temps, ce qui nous permet de supposer une certaine réciprocité entre les deux individus. Quant à la figure de Miron, celui-ci a fréquenté de manière régulière des personnalités influentes du RIN entre 1963 et 1968, et notamment d'Allemagne, en plus de dévoiler une certaine familiarité idéologique proche de l'anticolonialisme dans certains de ses écrits datant de la décennie 1960. À voir dans Guylaine Massoutre, *Itinéraires d'Hubert Aquin*, Montréal, Bibliothèque québécoise, 1992, p. 126 ; Yannick Gasquy-Resch, *Gaston Miron : tel un naufragé*, Croissy-Beaubourg, Éditions Aden, 2008, p. 160.
67. Gérald Godin, « Chronique du colonialisme quotidien. La folie bilinguale », *Parti pris*, vol. 3, nº 10, mai 1966, p. 58.
68. Denis Turcotte, *La culture politique du mouvement : Québec français*, Montréal, Centre international de recherche sur le bilinguisme, 1976, 88 p.
69. Karim Larose, *op. cit*., p. 105.
70. À voir dans Pierre Godin, *René Lévesque. Un homme et son rêve*, Montréal, Boréal, 2014, 717 p.